Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 6 (1888)

Heft: 25

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

№ 25. VI. Jahrgang — 1888 — VIme année. № 25

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 28. Februar — Berne, le 28 Février — Berna, li 28 Febbrajo

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 6. (halbj. Fr. 3). — Abonnemente nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.
Abonnement annuel Fr. 6. (Fr. 3 pour six mois). — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.
Prezzo delle associazioni Fr. 6. (Fr. 3 per semestre). — Associazioni presso gli uffizi postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. Parte ufficiale.

Inhaltsverzeichniss des Blattes. Mit der Versendung des Inhaltsverzeichnisses des Blattes, Jahrgang 1887, wird heute angefangen.

Répertoire de la feuille. L'expédition du répertoire de la feuille, année 1887, commence aujourd'hui.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Aargau — Canton d'Argovie — Cantone d'Argovia

Bezirk Aarau.

1888. 22. Februar. Unter dem Namen **Taubstummenanstalt Aarau** besteht in der Stadt Aarau ein Verein, welcher zum Zweck hat, taubstumme Kinder körperlich und geistig für's Leben zu erziehen und sie soweit zu bilden, daß sie nach ihrem Austritte nützliche Glieder der menschlichen Gesellschaft werden und, wenn möglich, einen Beruf erlernen können. Die Statuten datiren vom 28. Dezember 1887. Mitglied des Vereins kann jeder ehrenfähige Einwohner des Bezirks Aarau und dessen Umgebung werden. Die Mitglieder leisten einen jährlichen Beitrag, welcher höchstens Fr. 5 betragen soll. Der Verein wird von einer Direktion, bestehend aus sieben Mitgliedern, geleitet. Der Präsident und der Aktuar führen die verbindliche Unterschrift durch kollektive Zeichnung. Präsident ist Julius Henz; Vizepräsident E. Zschokke, Pfarrer; Aktuar R. Wernli, Pfarrer, alle in Aarau. Die weitern Mitglieder der Direktion sind X. Fischer, Pfarrer; A. Guyer; E. Frey-Bolley und V. Gysi-v. Arx, alle in Aarau. Für die Verbindlichkeiten des Vereins haftet nur dessen Vermögen. Ein Gewinn wird nicht beabsichtigt.

Kanton Tessin — Canton du Tessin — Cantone del Ticino

Ufficio di Cevio (distretto di Valle-Maggia).

1888. 23 Febbrajo. *La società in nome collettivo sotto la firma „Balli e Maestretti", in Bignasco, costituita dai signori Federico Balli, da Cavergno, e Alberto Maestretti, da Verscio, in Bignasco, per l' esercizio dell' Hôtel du Glacier e pubblicata sul F. u. s. di c. il 10 Febbrajo 1884, pag. 81, è cessata.* Il signor Federico Balli fu Valentino Alessandro, suddetto, da Cavergno, suo domicilio, è unico proprietario della nuova ditta individuale **Balli Federico,** con sede in Bignasco, per l' esercizio dell' impresa commerciale Hôtel du Glacier e sue dipendenze.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Lausanne.

1888. 23 février. *Les raisons suivantes sont radiées d'office ensuite du décès des titulaires:*

Gaspard Fischer, *à Lausanne, quincaillerie et mercerie (F. o. s. du c. du 27 février 1883, page 203);*

C^les Gonin, *à Lausanne, quincaillerie et fers (F. o. s. du c. du 12 mars 1883, page 267);*

H^ri Piot, *à Lausanne, quincaillerie (F. o. s. du c. du 17 avril 1883, page 437).*

Bureau de Nyon.

22 février. Ensuite de décision de l'assemblée générale du 29 décembre 1887, *la „Société des Eaux du Fresne", à Nyon,* inscrite au registre du commerce le 15 et publiée dans la F. o. s. du c. le 30 mars 1883, page 348, a, par acte reçu Burnier, notaire, le 16 février 1888, adopté de nouveaux statuts en harmonie avec le code fédéral des obligations. Ces statuts abrogent les précédents. Il en résulte ce qui suit : La société demeure constituée sous la dénomination de **Société anonyme des Eaux du Fresne.** Son siège est à Nyon. Sa durée est illimitée. Elle a pour objet la vente et la location des eaux de la source du Fresne, sise rière Duillier, dont la société est propriétaire en vertu d'actes passés devant le notaire Martheray les 30 mai 1868 et 15 février 1870. Le capital social est de cent vingt-quatre mille francs **(fr. 124,000),** divisé en 248 actions au porteur, de fr. 500 chacune, toutes souscrites et entièrement libérées. Il pourra être augmenté par décision de l'assemblée générale. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres, nommés pour deux ans par l'assemblée générale et rééligibles. Le président et le secrétaire du conseil ont conjointement la signature sociale et représentent valablement la société vis-à-vis des tiers. Toutes les publications émanant de la société auront lieu par la voie de la Feuille des avis officiels du canton de Vaud et des journaux paraissant à Nyon. Le président du conseil d'administration est M. Samuel Bugnon, le secrétaire est M. Jules Saugy, les deux à Nyon.

Bureau d'Yverdon.

23 février. Par acte instrumenté, le 22 décembre 1887, par le notaire Sylvius Roulier, à Yverdon, il a été constitué entre MM. André Jayet-Morel, banquier; François-Denis dit Fritz Simond, boursier de la commune; Jean-Jaques Ruchty dit Rochty, caissier de l'hôpital; Auguste Garin, docteur-médecin; Henri Vautier, négociant; Charles Naef, municipal; John Landry, ingénieur; Charles Perret-Ogiz, employé à la Suisse-Occidentale, et Charles Meylan, avocat et membre de la municipalité, tous domiciliés à Yverdon, qui constituent entre eux le conseil de surveillance, et les déposants à l'établissement, sous la dénomination de **Caisse d'Epargne & de Prévoyance d'Yverdon,** une association à durée illimitée ayant son siège à Yverdon. Cette association fait suite *à celle du même nom, fondée en 1820, inscrite au registre du commerce du district d'Yverdon le 31 mars 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. du 23 mai dit, page 601, laquelle association est radiée comme éteinte.* Le but de l'association est de provoquer et de faciliter l'épargne en recevant en dépôt les petites sommes et plus spécialement celles que les ouvriers, domestiques et autres personnes peu fortunées peuvent lui confier. L'association se compose des personnes indiquées ci-dessus et de celles qui pourraient se joindre à celles-ci, soit par voie d'appel du conseil de surveillance, soit en effectuant un dépôt, lequel ne peut être inférieur à fr. 1. La qualité d'associé se perd par la mort ou par la démission; le retrait du dépôt équivaut à la démission. Quelle que soit la cause de leur sortie, les associés sortants n'ont aucun droit sur l'actif de l'association. Les associés sont exonérés de toute responsabilité personnelle, ainsi que de toute solidarité quant aux engagements de l'association. Ces engagements sont garantis par l'avoir social uniquement, les associés n'étant pas responsables des dettes de la société au delà du montant de leur dépôt. La société a un fonds de réserve qui se compose du fonds de réserve actuel de la caisse d'épargne, formé à l'origine par des dons recueillis à cet effet, et par les bénéfices réalisés dès lors. Il s'augmentera successivement par l'excédent des recettes sur les dépenses, y compris le service des intérêts, jusqu'à concurrence du 15 % du capital dû par la caisse aux déposants. Lorsque le fonds de réserve dépassera ce chiffre, les bénéfices annuels seront répartis entre les déposants, membres de l'association, au 31 décembre, par une augmentation de l'intérêt qui leur est payé. Toutefois, au cas où le bénéfice réalisé pendant une année, après paiement des intérêts, ne s'élèverait pas à une somme équivalant au 1/4 % du capital déposé, il sera cumulé avec le bénéfice des années suivantes jusqu'à ce qu'il ait atteint cette somme. En cas de dissolution de la société, le fonds de réserve sera réparti au sol la livre entre les déposants alors existants, ce après remboursement préalable des dépôts et liquidation de tous les engagements. La caisse donne chaque année, au mois de mars, connaissance aux déposants et au public de son bilan par insertion dans la Feuille d'avis d'Yverdon. Les organes et pouvoirs de l'association sont : 1° L'assemblée générale, 2° le conseil de surveillance, 3° le directeur. L'assemblée générale se compose des membres du conseil de surveillance et des déposants dont le compte de dépôt se monte à fr. 600 et au-dessus. Le conseil de surveillance, composé de neuf membres, a l'administration de l'association. Il nomme dans son sein un président et un vice-président qui sont également président et vice-président de l'association. Le conseil de surveillance nomme le directeur qui est en tout temps révocable. Il peut désigner dans son sein deux membres qui forment, avec le président, le comité de placements de capitaux. La qualité de déposant n'est pas nécessaire pour faire partie du conseil de surveillance. Le directeur fait tous les actes que comporte le but de l'association, à l'exception de ceux réservés à l'assemblée générale et au conseil de surveillance. Il signe pour l'association. Les membres du conseil de surveillance sont les personnes nominativement désignées en tête des présentes. Le président actuel du comité de surveillance est M. Jayet-Morel, banquier à Yverdon. Le directeur est M. Alfred Piguet, aussi banquier à Yverdon.

II. Besonderes Register — II. Registre spécial — II. Registro speciale

Streichungen: — Radiations: — Cancellazioni:

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1888. 23. Februar. *In Folge Ablebens wurden von Amtes wegen gestrichen:*

Elmiger, Hans, *Schmid, von Ruswyl, wohnhaft gewesen in Luzern (S. H. A. B. 1883, pag. 236);*

Weltert, Caesar, *Fürsprech, von und wohnhaft gewesen in Willisau (S. H. A. B. 1883, pag. 276);*

Meyer, Sophie, *von Großwangen, gewesene Wirthin zum Rebstock in Luzern (S. H. A. B. 1884, pag. 529).*

B. 7.

Gewinn- und Verlustrechnung
der Thurgauischen Kantonalbank

vom Jahre 1887.

Gesetzliche Genehmigung vorbehalten.

Soll — Lastenposten

				I. Verwaltungskosten.
		3,035	50	Entschädigungen an die Verwaltungsbehörden.
		23,380	—	Besoldungen und Gratifikationen an die Angestellten und das Hülfspersonal incl. Sparkassa-Einnehmer.
		4,834	66	Lokalmiethe und Baukosten.
		845	46	Heizung, Beleuchtung und Reinigung.
		3,049	94	Bureau-Auslagen, Drucksachen, Inserate, Abonnements.
		2,936	80	Porti, Depeschen und Konkordatspesen.
38,575	30	492	94	Verschiedenes (Betreibungskosten und Reisespesen).
				II. Steuern.
		1,500	—	Bundes-Banknotensteuer.
10,500	—	9,000	—	Kantonale Banknotensteuer.
				III. Passivzinse.
				a. Auf Schulden in laufender Rechnung.
		3,060	32	An Emissionsbanken und Korrespondenten.
		92,406	59	An Konto-Korrent-Kreditoren.
		151,658	41	An Sparkassa-Einlagen.
				b. Auf Schuldscheinen auf Zeit, Depositen und Obligationen.
		646,043	26	Bezahlte Zinsen und Coupons.
		95,076	—	Fällige und nicht erhobene Zinsen und Coupons.
		274,554	05	Ratazinsen auf 31. Dez. 1887.
		1,015,673	31	
889,567	33	642,442	01	373,231 30 Abzüglich: Ratazinsen und ausstehende Zinsen und Coupons vom Vorjahre.
				IV. Verluste und Abschreibungen.
		16,567	36	Auf Schweizer-Wechsel.
18,117	36	1,550	—	Auf Konto-Korrent-Debitoren mit Bürgschaft.
				VI. Reingewinn.
		22,610	33	Gewinn-Saldo-Vortrag vom Jahre 1886.
192,888	16	170,277	83	Reingewinn des Rechnungsjahres.
1,149,648	15			

Haben — Nutzposten

I. Ertrag des Wechselkonto.					
Diskonto-Schweizer-Wechsel:					
Vereinnahmte Zinsen und Kommissionen	35,687	95			
Rückdiskonto v. Vorjahre à 2¾ %	7,132	60			
	42,820	55			
Ab: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1887 à 3 %	6,830	80	35,989	75	
Wechsel mit Faustpfand:					
Vereinnahmte Zinsen und Kommissionen	38,922	90			
Rückdiskonto v. Vorjahre à 3¼ %	13,752	85			
	52,675	75			
Ab: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1887 à 3½ %	9,600	55	43,075	20	
Wechsel zum Inkasso:					
Vereinnahmte Inkassogebühren etc.			1,761	02	80,825 97
II. Aktivzinsen und Provisionen.					
a. Auf Guthaben in laufender Rechnung.					
Von Emissionsbanken und Korrespondenten			3,289	36	
Von Konto-Korrent-Debitoren			34,788	53	
Von Konto-Korrent-Kreditoren			4,301	—	
Von Diversi			952	40	
b. Auf andern Guthaben und Anlagen.					
V. Schuldscheinen ohne Wechselverbindlichkeit:					
Vereinnahmte Zinsen und Provisionen	62,384	—			
Zinsrestanzen auf Jahresschluß	5,496	25			
Ratazinsen auf 31. Dezember 1887	24,594	55			
	92,474	80			
Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	29,490	85	62,983	95	
Von Hypothekaranlagen aller Art:					
Eingenommene Zinsen	866,303	69			
Zinsrestanzen auf Jahresschluß	148,761	58			
Ratazinsen auf 31. Dezember 1887	430,202	45			
	1,445,267	72			
Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	560,060	65	885,207	07	
Von Effekten:					
Vereinnahmte Zinsen	43,086	05			
Ratazinsen auf 31. Dezember 1887	40,507	10			
	83,593	15			
Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre	31,127	90	52,465	25	
Von Diversi (Gantrödel, Provisionen)			67	75	1,044,055 31
IV. Gebühren und Entschädigungen.					
Aufbewahrung und Verwaltung von offenen und verschlossenen Werthtiteln etc.					139 50
V. Diverse Nutzposten.					
Agio auf Münzsorten, fremden Noten etc.					594 29
VI. Eingänge von frühern Abschreibungen.					
Auf Schweizer-Wechsel			522	75	
Auf Liegenschaften			900	—	1,422 75
VII. Gewinn-Saldo-Vortrag von 1886					22,610 33
					1,149,648 15

Beilage zu der Gewinn- und Verlustrechnung der Thurgauischen Kantonalbank vom Jahre 1887.

Vertheilung des Reingewinnes

gemäß Art. 17 des Bankgesetzes vom 17. November 1869.

Der Reingewinn pro 1887 beträgt:

Fr. 192,888. 16	welchen die Bankvorsteherschaft wie folgt zu vertheilen vorschlägt:
Fr. 104,500. —	Verzinsung des Dotationskapitals von Fr. 2,600,000 laut Aufrechnung der Finanzverwaltung.
„ 60,000. —	Zuweisung an den außerordentlichen Reservefond.
„ 28,388. 16	Vortrag auf neue Rechnung.
Fr. 192,888. 16	Gleich oben.

Art. 17 des Bankgesetzes lautet: „Von dem nach Abzug sämmtlicher Kosten, Verluste und Abschreibungen sich ergebenden Reingewinn werden 50 % zur Bildung eines Reservefonds verwendet, bis derselbe den Betrag von 10 % des Gründungskapitals erreicht haben wird; über den Mehrbetrag verfügt auf Antrag der Bankvorsteherschaft der Große Rath zu Gunsten des thurgauischen Hypothekarkredites im Allgemeinen und der Schuldner der Bank insbesondere."

B. 7.

Jahresschluss-Bilanz
der Thurgauischen Kantonalbank

auf 31. Dezember 1887.

Gesetzliche Genehmigung vorbehalten.

Aktiven

				I. Kassa.
		600,000	—	Notendeckung in gesetzlicher Baarschaft.
		294,870	40	Uebrige gesetzliche Baarschaft.
		894,870	40	Gesetzliche Baarschaft.
		—	—	Eigene Noten.
		122,450	—	Noten anderer schweizerischer Emissionsbanken.
1,026,989	85	9,669	45	Uebrige Kassabestände.
				II. Kurzfällige Guthaben.
		28,058	91	Schweizerische Emissionsbanken-Debitoren.
185,819	81	157,760	90	Korrespondenten-Debitoren.
				III. Wechselforderungen.
				Diskonto-Schweizer-Wechsel:
				97,986 90 innert 30 Tagen fällig.
				506,374 78 „ 31—60 „ „
				321,524 80 „ 61—90 „ „
		1,068,729	13	142,842 65 in über 90 „ „
				Wechsel mit Faustpfand:
				165,000 — innert 30 Tagen fällig.
				277,000 — „ 31—60 „ „
				221,000 — „ 61—90 „ „
		1,203,000	—	540,000 — in über 90 „ „
		200,581	45	Wechsel mit nur einer Unterschrift und ohne Faustpfand.
2,522,823	71	50,513	13	Wechsel zum Inkasso.
				IV. Andere Forderungen auf Zeit.
		531,360	40	Konto-Korrent-Debitoren mit gedecktem Kredit.
		2,054,754	86	Schuldscheine ohne Wechselverbindlichkeit, gedeckte.
24,020,702	05	21,434,586	79	Hypothekar-Anlagen aller Art.
				V. Aktiven mit unbestimmter Anlagezeit.
		4,240	—	Aktien } vide Beilage Nr. 4.
		1,392,330	40	Obligationen }
1,396,570	40			*Effekten* (öffentliche Werthpapiere).
				VII. Feste Anlagen.
350	—			Mobilien zum eigenen Geschäftsbetrieb.
				VIII. Gesellschafts-Konti (Comptes d'ordre).
649,561	93			Ratazinsen und Zinsrestanzen auf Aktivposten (vide Detail in der Gewinn- und Verlust-Rechnung).
				IX. Ausstehendes Kapital.
400,000	—			Ausstehendes Dotationskapital.
30,202,817	75			

Passiven

			I. Noten-Emission.
1,500,000	—		Noten in Zirkulation } vide Beilage Nr. 1
—	—	1,500,000	— Eigene Noten in Kassa }
			II. Kurzfällige Schulden.
15,064	44		Schweizerische Emissionsbanken-Kreditoren
37,776	90		Korrespondenten-Kreditoren
1,159,323	85		Konto-Korrent-Kreditoren (vide Beilage Nr. 2)
95,076	—	1,307,241	19 Verfallene, noch nicht erhobene Zinsen
			III. Wechselschulden.
7,280	—		Eigenwechsel
17,537	95	24,817	95 Tratten und Acceptationen
			IV. Andere Schulden auf Zeit.
1,658,467	85		Konto-Korrent-Kreditoren (vide Beilage Nr. 2)
4,383,292	15		Sparkassa-Einlagen (vide Beilage Nr. 3)
8,119,725	05		Schuldscheine (Depositenscheine, Obligationen etc.), welche im Laufe des nächsten Kalenderjahres fällig oder nach erfolgter Kündigung rückzahlbar sind
9,125,400	—	23,286,885	05 Schuldscheine (Depositenscheine, Obligationen etc.) mit Rückzahlungsfrist von länger als einem Jahre
			V. Gesellschafts-Konti (Comptes d'ordre).
16,431	35		Rückdiskonto auf Aktivposten } vide Detail in der Gewinn- und Verlust-Rechnung
274,554	05		Ratazinsen auf Passivposten }
104,500	—	395,485	40 Zu vertheilender Reingewinn für das Rechnungsjahr 1887
			VI. Eigene Gelder.
2,600,000	—		Einbezahltes Kapital
300,000	—		Ordentlicher Reservefonds
360,000	—		Außerordentlicher Reservefonds (Zuweisung vom Jahre 1887 inbegriffen)
28,388	16	3,288,388	16 Gewinn-Saldo-Vortrag auf das Jahr 1888
			VII. Ausstehendes Kapital.
		400,000	— Ausstehendes Dotationskapital
		30,202,817	75

Beilagen zu der Jahresschluss-Bilanz der Thurgauischen Kantonalbank auf 31. Dezember 1887.

Beilage Nr. 1. Noten-Status auf 31. Dezember 1887.

	Emission	In Kassa	In Zirkulation
Noten à Fr. 500	300,000	—	300,000
„ „ „ 100	825,000	—	825,000
„ „ „ 50	375,000	—	375,000
	1,500,000	—	1,500,000

Beilage Nr. 4. Effekten-Verzeichniss.

Bezeichnung	Nominalwerth Fr.	Kurs	Schatzungswerth Fr.	Ct.	TOTAL Fr.	Ct.
I. Obligationen.						
4 % Thurgauische Staatsobligationen	465,500	100	465,500	—		
4 % Oblig. Kanton Baselstadt	498,000	100	498,000	—		
4 % „ Thurg Hypothekenbank	12,400	100	12,400	—		
3¾ % „ „ „	1,200	100	1,200	—		
4 % „ Schweizerische Nordostbahn	29,000	100	29,000	—		
4 % „ Vorarlbergbahn	Öst.fl. 8,000	149.75	11,980	40		
4 % „ Kreditanstalt St. Gallen	5,000	100	5,000	—		
3⅞ % „ Stadtsparkassa Frauenfeld	200,000	100	200,000	—		
3⅞ % „ Leihkasse Kreuzlingen	100,000	100	100,000	—		
4 % „ „ „	3,000	100	3,000	—		
4 % „ Kanton Bern	2,000	100	2,000	—		
3½ % „ Kanton Neuenburg	50,000	98½	49,250	—		
4 % „ Banque foncière du Jura	15,000	100	15,000	—	1,392,330	40
II. Aktien.						
8 Aktien der Basler Handelsbank	4,000	106			4,240	—
					1,396,570	40

Beilage Nr. 2. Konto-Korrent-Kreditoren.

527 Konti mit einem Guthaben von . . . . . **Fr. 2,817,791. 70**

Hievon sind auf erstes Verlangen, d. h. ohne vorherige Kündigung rückzahlbar: 415 Konti mit . . . . . Fr. 599,323. 85

Von den übrigen 112 Konti können ohne vorherige Kündigung je Fr. 5000 zurückgefordert werden . . . . „ 560,000. —

Sofort, d. h. ohne vorherige Kündigung rückzahlbar Fr. 1,159,323. 85

Der Rest von Fr. 1,658,467. 85, auf 112 Konti sich vertheilend, ist nach erfolgter Kündigung von 10 Tagen rückzahlbar.

Beilage Nr. 3. Sparkassa.

Einlegerzahl und Rückzahlungsbedingungen.

Auf 31. Dezember 1887 betrug die Zahl der Einleger **8633** mit einem Guthaben von . . . . . **Fr. 4,383,292. 15**

Davon sind 3594 Anlagen unter Fr. 200 mit . . . . Fr. 250,322. 07

5039 Anlagen können ohne Kündigung je Fr. 200 beziehen „ 1,007,800. —

Ohne vorherige Kündigung sofort rückzahlbar Fr. 1,258,122. 07

§ 9 des Sparkassareglements lautet:

Rückzahlungen, ganze oder theilweise, finden unter folgenden Bedingungen statt:

a. Beträge bis auf 200 Fr. werden ohne vorherige Kündigung und ohne Zinsabzug bei der Bank sofort, bei den Einnehmereien binnen zwei Tagen zurückbezahlt; doch dürfen innerhalb 30 Tagen im Ganzen nicht mehr als 200 Fr. zurückgezogen werden.

b. Für Summen von über 200 Fr. wird eine Kündigung von zwei Monaten verlangt. Bei Gutfinden der Kantonalbank werden indessen solche Beträge auch sofort, jedoch mit Abzug des Zinses von zwei Monaten für die ganze Rückzahlung, ausbezahlt.

Der Kantonalbank ist das Recht vorbehalten, ausnahmsweise die Kündigungsfrist bis auf drei Monate auszudehnen; auf bereits gekündete Beträge findet diese Bestimmung jedoch keine Anwendung.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Nordostbahn. In der Generalversammlung der Aktionäre vom 25. Februar 1888 ist folgender Antrag des Herrn Fierz-Landis mit dem Amendement des Herrn Guyer-Zeller mit 4,468 gegen 1,007 Stimmen angenommen worden:

Die Generalversammlung der Aktionäre der Schweizerischen Nordostbahngesellschaft, nach Kenntnißnahme von einem Schreiben des hohen Bundesrathes vom 18. Januar a. c., mit welchem derselbe Namens des Bundes ein Kaufsanerbieten für die gesammte Nordostbahnunternehmung macht, beschließt: Das Kaufsanerbieten des hohen Bundesrathes vom 18. Januar a. c. wird unter folgenden Bedingungen angenommen:

1) Die Nordostbahngesellschaft soll nicht verpflichtet sein, die jetzigen Direktoren mit der Liquidation zu beauftragen, sondern über die Wahl der Liquidatoren freie Hand behalten. Einer von den Liquidatoren wird vom hohen Bundesrathe gewählt.
2) Der hohe Bundesrath verpflichtet sich, drei Monate nach Perfektwerden des Vertrages den einzelnen Aktieninhabern ihre Aktien jederzeit auf Verlangen abzunehmen und dafür den in Art. 2 vorgesehenen Gegenwerth in Bundesobligationen zu verabfolgen. Der hohe Bundesrath verpflichtet sich ferner, drei Monate nach Perfektwerden des Vertrages die Coupons für die in Art. 3 bezeichneten Dividenden den Inhabern auf Verlangen abzunehmen und dafür den Gegenwerth von Fr. 236 minus Fr. 42, die in Art. 2 verrechnet sind, mit Fr. 194 Werth Ende 1888 zu vergüten.
3) Die Dividendensperre wird vor dem 12. März d. Js. definitiv vom hohen Bundesrathe aufgehoben.

In der Hauptabstimmuug zwischen dem Antrag Fierz-Guyer und dem auf Ablehnung der Kaufsofferte gerichteten Hauptantrage des Verwaltungsrathes wird ersterer mit 4,826 gegen 875 Stimmen angenommen.

Gemäß dem eventuellen Antrage des Verwaltungsrathes wird letzterer ermächtigt, der im Protokolle (vide S. H. A. B. 1888, Seite 164) niedergelegten Vereinbarung, mit Wirkung vom Tage der bezüglichen Mittheilung an den Bundesrath an, die Genehmigung zu ertheilen.

Handelspolitisches. Die «Neue Freie Presse» enthält folgende Aeußerung über die Forderungen, welche der schweizerische Bundesrath der österreichisch-ungarischen Regierung für den Abschluß eines neuen Handelsvertrags notifizirt hat:

«Die Forderungen, welche die Schweiz erhebt, sollen weitgehender Natur sein, und insbesondere im österreichischen Handelsministerium scheint man dieselben für gänzlich unerfüllbar zu halten. Jedenfalls werden nunmehr die Regierungen Oesterreich-Ungarns Gegenpropositionen vereinbaren, und sodann dürften die direkten Verhandlungen eröffnet werden. Man macht in Wien geltend, daß Zugeständnisse, wie die von der Schweiz begehrten, höchstens Deutschland gewährt werden könnten. Indeß ist vorauszusehen, daß die Schweiz an ihren ersten Forderungen nicht unbedingt festhalten wird. Es wäre doch gar zu sonderbar, wenn es nicht möglich sein sollte, zwischen Oesterreich und der Schweiz eine handelspolitische Verständigung zu erzielen, zwischen zwei Staaten, die fast gar keine widerstreitenden Interessen haben.»

— Der italienische Ministerrath hatte am Sonntag eine lange Berathung über die neuen französischen Vorschläge, ohne zu einem Entschlusse zu gelangen. Diese Vorschläge lauten wie folgt:

1) Beibehaltung aller im Vertrage von 1881 zu Gunsten der französischen Produkte vereinbarten italienischen Eingangszölle, einschließlich aller Metallwaaren, wie Eisen, Kupfer Maschinen etc., ausgenommen dagegen einige unbedeutende Aenderungen bezüglich der Zölle auf gemusterte, damassirte und brochirte Baumwollgewebe, auf Spitzen, Tülle, Baumwollsammt, Wollengewebe und Flaschen. 2) Neue Konzessionsbegehren Frankreichs bezüglich der Ausgangszölle auf Wein, Bleikarbonat, Bleistifte, fertige Häute, Cement, Backsteine, Käse und Frauenhüte. 3) Beibehaltung der für die italienischen Erzeugnisse bei ihrer Einfuhr in Frankreich vereinbarten Zollbehandlung, ausgenommen eine Zollerhöhung auf Teigwaaren und Ausschließung der Knöpfe.

— Mit Spanien ist ein neuer Vertrag zu Stande gekommen. Um zur Ratifikation desselben Zeit zu gewinnen, wurde daraufhin der alte Vertrag um 2 Monate verlängert.

Politique commerciale. Les propositions FRANÇAISES ont fait dimanche l'objet d'une longue délibération de la part du ministère ITALIEN, sans qu'il ait été possible d'aboutir à une résolution. Voici un résumé de ces propositions:

1° Maintien de tous les droits reconnus par le traité de 1881 en faveur de produits français à leur entrée en Italie, et comprenant tous les produits métallurgiques, fer, cuivre, machines, etc., sauf quelques légères modifications aux droits sur les tissus de cotons ouvrés, damassés et brochés, sur les dentelles, tulles, velours de coton, sur les tissus de laine et sur les bouteilles. 2° Nouvelles concessions demandées par la France sur les droits de sortie pour les vins, le carbonate de plomb, les crayons, les peaux finies, le ciment, les briques, les fromages et les chapeaux de femmes. 3° Maintien du traitement convenu pour l'entrée des produits italiens en France, sauf augmentation du droit sur les pâtes et exclusion des boutons.

— Ensuite d'une nouvelle prorogation, l'ancien traité ITALO-ESPAGNOL demeurera encore en vigueur durant deux mois, afin de permettre d'échanger les ratifications du nouveau traité qui vient d'être conclu entre les deux pays.

— Personne ne pourra se méprendre, ni en ITALIE ni en FRANCE, sur le sens qu'il convient de donner au vote émis hier par la chambre, dit le *Temps*, dans son numéro du 26 février. Elle a relevé, dans des proportions qu'il est permis de dire considérables, les droits inscrits au tarif général des douanes françaises pour un certain nombre de produits italiens; mais cette mesure a été prise uniquement à titre défensif, en prévision d'une éventualité que l'on voudrait ne pas voir se réaliser, celle d'une rupture commerciale entre les deux pays. Pour bien marquer cette intention, les nouvelles surtaxes ont été calquées en quelque sorte sur celles dont les produits français seraient frappés à leur entrée en Italie: on a voulu indiquer ainsi que l'on cherche, non une guerre de tarifs, mais une simple réciprocité de traitements. De plus, le ministre du commerce et de l'industrie a déclaré que «le gouvernement français a le désir et l'espoir de s'entendre avec le gouvernement italien».

Naturalisation österreichischer Waaren in Deutschland. In der Frage, inwiefern aus Deutschland in Rumänien eingeführte österreichisch-ungarische Erzeugnisse Anspruch auf den Schutz des deutsch-rumänischen Meistbegünstigungs-Vertrages haben, vertritt die deutsche Reichsregierung den Grundsatz, daß Erzeugnisse anderer Länder, sobald sie durch Zahlung des deutschen Einfuhrzolles naturalisirt sind, bei der Einfuhr aus Deutschland nach Rumänien als solche deutscher Herkunft gelten müssen. *(Das Handels-Museum.)*

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Zeilenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 cts., die ganze Spaltenbreite 50 cts.

Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Basler Depositen-Bank.

Einladung zur General-Versammlung.

Die Tit. Aktionäre der Basler Depositen-Bank werden hiemit zur

sechsten ordentlichen General-Versammlung

eingeladen, welche

Donnerstag den 22. März 1888, Nachmittags 3 Uhr, im Bankgebäude, Aeschenvorstadt Nr. 5,

stattfinden wird.

Traktanden:

1) Vorlage des Jahresberichtes nebst Rechnung und Bilanz pro 1887;
2) Bericht der Herren Revisoren über die Rechnung für das Jahr 1887;
3) Anträge des Verwaltungsrathes über die Verwendung des Jahresnutzens pro 1887;
4) Neuwahlen für vier im Austritt befindliche Mitglieder des Verwaltungsrathes;
5) Ernennung von je zwei Revisoren und Suppleanten zur Prüfung der Rechnung für das Jahr 1888.

Die Zutrittskarten zu der Versammlung werden gegen Anmeldung der Aktientitel vom **1. bis 10. März** an unserer Kassa verabfolgt.

Aktionäre, welche sich an der Generalversammlung durch einen andern Aktionär vertreten lassen wollen, haben die auf der Rückseite der Zutrittskarte befindliche Vollmacht auszufüllen.

Die Rechnung und Bilanz nebst Bericht der Herren Revisoren können von den Tit. Aktionären vom 12. März hinweg an unserer Kassa eingesehen werden.

Basel, den 25. Februar 1888. (H 677 Q)

Der Verwaltungsrath der Basler Depositen-Bank.

Basler Check- und Wechselbank.

Der Coupon **Nr. 1** unserer Aktien wird mit **Fr. 31. 25** von heute an eingelöst. Bordereaux-Formulare sind an unserer Kasse zu beziehen.

Basel, den 25. Februar 1888.

(H 683 Q) **Die Direktion.**

Bank in Glarus.

Die Generalversammlung hat den Werth der Coupons **Nr. 31 und 32** unserer Aktien auf **Fr. 29** festgesetzt.

Dieselben werden von heute an an unserer Kasse, sowie an derjenigen der Schweiz. Kreditanstalt in Zürich eingelöst.

Glarus, den 22. Februar 1888.

Die Direktion.

Bank in Zofingen.

Der Coupon **Nr. 5** unserer Aktien wird mit **Fr. 17. 50** vom 1. März an spesenfrei eingelöst:

in **Zofingen** an **unserer Kasse**,
» **Basel** bei Herrn **Rudolf Kaufmann**,
» **Bern** » der Tit. **Berner Handelsbank**,
» **Luzern** » der Tit. **Bank in Luzern**,
» **Zürich** » Herrn **B. Staub-Abegg.**

Zofingen, den 20. Februar 1888.

(Z 129 Q) **Die Direktion.**

Kammgarn-Spinnerei Bürglen.

Die diesjährige **Generalversammlung** wird **Donnerstag den 8. März, Vormittags 11 Uhr, im Casino in Winterthur** stattfinden.

Traktanden:

1) Abnahme der Rechnung und des Geschäftsberichtes pro 1887.
2) Bericht der Herren Rechnungsrevisoren.
3) Wahlen.

Die Eintrittskarten werden gegen gehörigen Ausweis über den Aktienbesitz von heute an auf unserm Bureau ausgegeben.

Die Bilanz, Gewinn- und Verlust-Rechnung liegen von heute an auf unserm Bureau zur Einsicht der Herren Aktionäre auf.

Bürglen, den 20. Februar 1888.

(F 849 Z) **Der Verwaltungsrath.**

Buchdruckerei JENT & REINERT (Exp. des *Schweiz. Handelsamtsblattes)* in Bern. — Imprimerie JENT & REINERT (Expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce)* à Berne